

2021

INDEX

des Notes d'information
sur la jurisprudence de la Cour



Index de la jurisprudence de la Cour résumée
dans les Notes d'information en 2021

Cour européenne des droits de l'homme

La Note d'information contient les résumés d'affaires dont le greffe de la Cour a indiqué qu'elles présentaient un intérêt particulier. Les résumés sont rédigés par des juristes, sous l'autorité du juriconsulte, et ne lient pas la Cour. Ils sont en principe rédigés dans la langue de l'affaire concernée. Les traductions des résumés vers l'autre langue officielle de la Cour sont accessibles directement à partir de la Note d'information, au moyen d'hyperliens pointant vers la base de données HUDOC qui est alimentée au fur et à mesure de la réception des traductions.

Un index annuel récapitule les arrêts et décisions résumés dans les Notes d'information, présentés par articles de la Convention et mots-clés pertinents. Afin de rendre plus performant l'accès à l'information contenue dans celles-ci, un index cumulatif mensuel est édité et mis en ligne régulièrement, si possible à chaque parution de la note.

Les versions électroniques des Notes d'information et des index peuvent être téléchargés à l'adresse www.echr.coe.int/NoteInformation/fr. Les résumés juridiques publiés dans les Notes d'information sont aussi disponibles dans la base de données HUDOC sous le filtre et les liens « Résumés juridiques ».

Disponible gratuitement, la base de données HUDOC (<http://hudoc.echr.coe.int/fre>) donne accès à la jurisprudence de la Cour (arrêts et décisions de Grande Chambre, de chambre et de comité, affaires communiquées, avis consultatifs et résumés juridiques extraits de la Note d'information sur la jurisprudence), ainsi qu'à celle de l'ancienne Commission européenne des droits de l'homme (décisions et rapports) et aux résolutions du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

Cour européenne des droits de l'homme
Conseil de l'Europe
67075 Strasbourg Cedex
France
Tél: +33 (0)3 88 41 20 18 / Fax: +33 (0)3 88 41 27 30
publishing@echr.coe.int
www.echr.coe.int
https://twitter.com/ECHR_CEDH
Fils RSS

Photo : Conseil de l'Europe
Couverture : vue intérieure du Palais des droits de l'homme (architectes : Richard Rogers Partnership et Atelier Claude Bucher)

© Conseil de l'Europe / Cour européenne des droits de l'homme, 2022

Table des matières

LISTE DES AFFAIRES PAR ARTICLE DE LA CONVENTION ET MOTS-CLÉS PERTINENTS

ARTICLE 1

Juridiction des États.....	7
----------------------------	---

ARTICLE 2

Vie.....	7
Obligations positives (volet matériel).....	8
Enquête effective.....	8
Expulsion.....	9

ARTICLE 3

Traitement inhumain ou dégradant.....	9
Traitement inhumain.....	9
Traitement dégradant.....	9
Obligations positives (volet procédural).....	10
Enquête effective.....	10
Obligations positives (volet procédural).....	11
Expulsion.....	11
Extradition.....	11

ARTICLE 4

Traite d'êtres humains Obligations positives.....	11
Enquête effective.....	12

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Voies légales.....	12
Privation de liberté.....	12
Arrestation ou détention régulières.....	12

Article 5 § 1 c)

Raisons plausibles de soupçonner.....	13
---------------------------------------	----

Article 5 § 3

Caractère raisonnable de la détention provisoire.....	13
---	----

Article 5 § 4

Introduire un recours.....	13
Contrôle de la légalité de la détention.....	13
Contrôle à bref délai.....	14

Article 5 § 5

Réparation.....	14
-----------------	----

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Droits et obligations de caractère civil	14
Accès à un tribunal	14
Fair hearing/Procès équitable.....	15
Tribunal indépendant et impartial.....	15
Tribunal impartial	16
Tribunal établi par la loi	16

Article 6 § 1 (pénal)

Accès à un tribunal	16
Procès équitable	16
Audience publique.....	17
Délai raisonnable	17
Tribunal impartial	17

Article 6 § 1 (administratif)

Délai raisonnable	17
-------------------------	----

Article 6 § 1 (constitutionnel)

Tribunal établi par la loi	18
----------------------------------	----

Article 6 § 1 (disciplinaire)

Tribunal impartial	18
--------------------------	----

Article 6 § 2

Présomption d'innocence	18
-------------------------------	----

Article 6 § 3 c)

Se défendre avec l'assistance d'un défenseur.....	18
---	----

Article 6 § 3 d)

Interrogation des témoins	18
---------------------------------	----

ARTICLE 7

<i>Nullum crimen sine lege</i>	19
Peine plus forte	19
Rétroactivité.....	19

ARTICLE 8

Respect de la vie privée et familiale.....	19
Respect de la vie privée	19
Respect de la vie familiale.....	21
Respect du domicile.....	22
Respect de la correspondance.....	22
Obligations positives.....	23
Expulsion.....	24

ARTICLE 9

Liberté de religion	24
Manifester sa religion ou sa conviction.....	24

ARTICLE 10	
	Liberté d'expression 24
	Liberté de recevoir des informations 27
	Liberté de communiquer des informations 28
ARTICLE 11	
	Liberté de réunion pacifique 28
	Liberté d'association 28
	Fonder et s'affilier à des syndicats 29
ARTICLE 13	
	Recours effectif 29
ARTICLE 14	
	Discrimination (article 2) 29
	Discrimination (article 3) 30
	Discrimination (article 8) 30
	Discrimination (article 9) 31
	Discrimination (article 11) 31
	Discrimination (article 1 du Protocole n° 1) 31
	Discrimination (article 3 du Protocole n° 1) 31
ARTICLE 15	
	Dérogation en cas d'état d'urgence 31
ARTICLE 17	
	Interdiction de l'abus de droit 31
ARTICLE 18	
	Restrictions dans un but non prévu 32
ARTICLE 33	
	Requête interétatique 32
ARTICLE 34	
	Victime 32
	Entraver l'exercice du droit de recours 33
ARTICLE 35	
Article 35 § 1	
	Épuisement des voies de recours internes 33
	Recours interne effectif – Russie 33
	Délai de six mois 33
Article 35 § 3 a)	
	Requête abusive 34

ARTICLE 37	
	Radiation du rôle 34
	Réinscription au rôle 34
ARTICLE 46	
	Arrêt pilote – Mesures générales 34
	Exécution de l’arrêt – Mesures générales 34
ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1	
	Respect des biens 35
	Réglementer l’usage des biens 35
	Obligations positives 35
ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1	
	Droit à des élections libres 35
	Libre expression de l’opinion du peuple 36
	Choix du corps législatif 36
	Vote 36
	Se porter candidat aux élections 36
ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 4	
Article 2 § 1	Droit de circulation 36
Article 2 § 2	Liberté de quitter un pays 37
ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 4	
	Interdiction des expulsions collectives d’étrangers 37
ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 7	
	Droit à un double degré de juridiction en matière pénale 37
ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 7	
	Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois 37
ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 12	
	Interdiction générale de la discrimination 38
PROTOCOLE N° 16	
	Avis consultatifs 38

LISTE DES AFFAIRES PAR ARTICLE DE LA CONVENTION ET MOTS-CLÉS PERTINENTS

ARTICLE 1

Jurisdiction des États

Jurisdiction de la Russie concernant la Crimée

[Ukraine c. Russie \(Crimée\) \(déc.\) \[GC\], 20958/14, 16.12.2020](#) Décision | Résumé juridique

Jurisdiction de la Russie concernant l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud pendant la phase active des hostilités et après leur cessation

[Géorgie c. Russie \(II\) \[GC\], 38263/08, 21.1.2021](#) Arrêt | Résumé juridique

Existence d'un lien juridictionnel de nature à déclencher l'obligation d'enquêter sur des décès de civils causés par une frappe aérienne ordonnée au cours d'une phase d'hostilités actives d'un conflit armé extraterritorial

[Hanan c. Allemagne \[GC\], 4871/16, 16.2.2021](#) Arrêt | Résumé juridique

Inexistence d'un lien juridictionnel à raison de l'intervention de juges portugais au sein des juridictions timoraises ayant statué sur une accusation pénale de la requérante : *irrecevable*

[Brandão Freitas Lobato c. Portugal \(déc.\), 14296/14, 11.3.2021](#) Décision | Résumé juridique

Jurisdiction de la Géorgie en Ossétie du Sud pendant la phase active des hostilités : *irrecevable*

[Shavlokhova et autres c. Géorgie \(déc.\), 45431/08 et al., 5.10.2021](#) Décision | Résumé juridique

ARTICLE 2

Vie

Décision, fondée sur « l'intérêt supérieur » de l'enfant, d'arrêter le traitement maintenant en vie une enfant atteinte d'une maladie au stade terminal : *irrecevable*

[Parfitt c. Royaume-Uni \(déc.\), 18533/21, 20.4.2021](#) Décision | Résumé juridique

Mesures de protection adéquates en l'absence d'un risque réel et immédiat décelable de meurtre d'un enfant par un père accusé de violences domestiques et interdit de domicile : *non-violation*

[Kurt c. Autriche, 62903/15 \[GC\], 15.6.2021](#) Arrêt | Résumé juridique

Homicide ciblé d'un transfuge et dissident politique russe commis au Royaume-Uni par des individus agissant en tant qu'agents de l'État : *violation*

[Carter c. Russie, 20914/07, 21.9.2021](#) Arrêt | Résumé juridique

Établissement scolaire public non responsable du décès d'un enfant dont elle ignorait la vulnérabilité physique et qui a été battu à mort de manière inattendue, en l'absence de l'enseignant, par des camarades de classe sans antécédents violents : *non-violation*

[Derenik Mkrtychyan et Gayane Mkrtychyan c. Arménie, 69736/12, 30.11.2021](#) Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives (volet matériel)

Application du code de la route et réponse du système judiciaire ineffectives à l'égard d'un récidiviste ayant provoqué une collision mortelle : *violation*

[Smiljanić c. Croatie, 35983/14, 25.3.2021](#).....Arrêt | Résumé juridique

Précautions raisonnables prises par les autorités malgré certaines erreurs dans la planification et la conduite d'une opération contre un individu dangereux qui a tué un policier au cours de son arrestation : *non-violation*

[Ribcheva et autres c. Bulgarie, 37801/16 et al, 30.3.2021](#).....Arrêt | Résumé juridique

Décision, fondée sur « l'intérêt supérieur » de l'enfant, d'arrêter le traitement maintenant en vie une enfant atteinte d'une maladie au stade terminal : *irrecevable*

[Parfitt c. Royaume-Uni \(déc.\), 18533/21, 20.4.2021](#)..... Décision | Résumé juridique

Mesures de protection adéquates en l'absence d'un risque réel et immédiat décelable de meurtre d'un enfant par un père accusé de violences domestiques et interdit de domicile : *non-violation*

[Kurt c. Autriche, 62903/15 \[GC\], 15.6.2021](#).....Arrêt | Résumé juridique

Absence de mesures préventives de nature à protéger une victime de violences domestiques : *violation*

[Tkheldidze c. Géorgie, 33056/17, 8.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Établissement scolaire public non responsable du décès d'un enfant dont elle ignorait la vulnérabilité physique et qui a été battu à mort de manière inattendue, en l'absence de l'enseignant, par des camarades de classe sans antécédents violents : *non-violation*

[Derenik Mkrtchyan et Gayane Mkrtchyan c. Arménie, 69736/12, 30.11.2021](#).....Arrêt | Résumé juridique

Enquête effective

Manquement de la Russie à l'obligation procédurale de mener une enquête effective sur les événements s'étant déroulés au cours de la phase active des hostilités et après leur cessation : *violation*

[Géorgie c. Russie \(II\) \[GC\], 38263/08, 21.1.2021](#).....Arrêt | Résumé juridique

Enquête effective sur des décès de civils causés par une frappe aérienne ordonnée en Afghanistan par un colonel allemand agissant dans le cadre d'une opération militaire mandatée par le Conseil de sécurité des Nations unies : *non-violation*

[Hanan c. Allemagne \[GC\], 4871/16, 16.2.2021](#).....Arrêt | Résumé juridique

Enquête ineffective sur la planification et la conduite, présentées comme négligentes, d'une opération contre un individu dangereux qui a tué un policier au cours de son arrestation : *violation*

[Ribcheva et autres c. Bulgarie, 37801/16 et al, 30.3.2021](#).....Arrêt | Résumé juridique

Effective criminal proceedings concerning the killing of a child during a meeting with his father organised by the authorities: *no violation*

Procédure pénale effective sur l'infanticide commis lors d'une rencontre entre père et enfant organisée par l'autorité publique : *non-violation*

[Penati c. Italie, 44166/15, 11.5.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Défaut d'enquête sur l'inertie de la police dans un contexte de manquements systémiques et de discrimination fondée sur le sexe : *violation*

[Tkheldidze c. Géorgie, 33056/17, 8.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Absence d'enquête effective suite à l'homicide ciblé d'un transfuge et dissident politique russe commis au Royaume-Uni : *violation*

Carter c. Russie, 20914/07, 21.9.2021Arrêt | Résumé juridique

Absence d'effectivité d'une enquête menée sur la mort d'un enfant survenue après qu'on lui aurait refusé la possibilité de demander l'asile et ordonné de retourner en Serbie en suivant une voie ferrée : *violation*

M.H. et autres c. Croatie, 15670/18 et 43115/18, 18.11.2021Arrêt | Résumé juridique

Enquête inefficace sur le décès, dans un établissement scolaire public, d'un enfant battu par des camarades de classe en l'absence de l'enseignant : *violation*

Derenik Mkrtychyan et Gayane Mkrtychyan c. Arménie, 69736/12, 30.11.2021.....Arrêt | Résumé juridique

Expulsion

Expulsion envisagée vers la Syrie : *l'expulsion emporterait violation*

M.D. et autres c. Russie, 71321/17 et al., 14.9.2021Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 3

Traitement inhumain ou dégradant

Mauvais traitements infligés à des manifestants de Maïdan par la police et des acteurs non étatiques engagés par celle-ci, et absence d'enquête effective : *violation*

Lutsenko et Verbytsky c. Ukraine, 12482/14 et 39800/14, 21.1.2021Arrêt | Résumé juridique

Shmorgunov et autres c. Ukraine, 15367/14 et al, 21.1.2021Arrêt | Résumé juridique

Remise d'un requérant aux autorités roumaines en exécution d'un mandat d'arrêt européen en présence d'un risque réel de mauvaises conditions de détention : *violation*

Remise d'un requérant, reconnu réfugié par les autorités suédoises, aux autorités roumaines en exécution d'un mandat d'arrêt européen en l'absence d'un risque réel de persécution et de mauvaises conditions de détention : *non-violation*

Bivolaru et Moldovan c. France, 40324/16 et 12623/17, 25.3.2021Arrêt | Résumé juridique

Absence de contrainte à la vaccination contre la covid-19 pour une personne non soumise à l'obligation vaccinale, du fait de la mise en place du passe sanitaire : *irrecevable*

Zambrano c. France (déc.), 41994/21, 21.9.2021 Décision | Résumé juridique

Traitement inhumain

Recours excessif par des policiers à la force physique contre les suspects lors de perquisitions à leurs domiciles ; absence d'atteinte à la dignité des membres de leurs familles : *violation ; non-violation*

Ilievi et Ganchevi c. Bulgarie, 69154/11 et 69163/11, 8.6.2021.....Arrêt | Résumé juridique

Traitement dégradant

Justification insuffisante d'une pratique consistant à menotter les détenus à vie de manière systématique, sans examen régulier et au cas par cas des questions de sécurité : *violation*

Shlykov et autres c. Russie, 78638/11 et al, 19.1.2021.....Arrêt | Résumé juridique

Dépassement du seuil de gravité requis à raison des conditions de vie infligées pendant près de quatre mois en zone de transit à un demandeur d'asile ayant déposé plusieurs

demandes et se trouvant dans un état de dépendance, ainsi qu'à une femme enceinte et à des mineurs vulnérables : *violation*

[R.R. et autres c. Hongrie, 36037/17, 2.3.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Caractère inadéquat des conditions de rétention d'un migrant à raison d'un isolement de fait excessif et d'un placement inutile avec de nouveaux arrivants en quarantaine Covid-19 : *violation*

[Feilazoo c. Malte, 6865/19, 11.3.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Internement d'aliénés délinquants pendant une période significative dans l'annexe psychiatrique d'une prison sans espoir de changement et sans encadrement médical approprié : *violation*

[Venken et autres c. Belgique, 46130/14 et al., 6.4.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Enfants requérants retenus pendant plus de deux mois dans un centre pour étrangers présentant des caractéristiques carcérales dans des conditions matérielles appropriées pour les adultes requérants : *violation non-violation*

[M.H. et autres c. Croatie, 15670/18 et 43115/18, 18.11.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives (volet procédural)

Manquements des autorités à exécuter la peine infligée à l'auteur d'une agression sexuelle suite à l'octroi puis l'annulation de son amnistie : *violation*

[E.G. c. République de Moldova, 37882/13, 13.4.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Enfant de 4 ans non avisée de son devoir de dire la vérité et de son droit de ne pas témoigner contre son père, accusé d'abus sexuels, exclusion consécutive de son témoignage et acquittement du père pour cette raison : *violation*

[R.B. c. Estonie, 22597/16, 22.6.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Absence de mesures propres à protéger les victimes de violences domestiques et défaut d'enquête effective à cause d'un problème structurel continu : *violation*

[Tunikova et autres c. Russie, 55974/16 et al., 14.12.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Enquête effective

Manquement à l'obligation d'employer toutes les mesures raisonnables en matière d'enquête et de coopération internationale dans le cadre de l'examen d'allégations d'abus sexuels dans un orphelinat formulées postérieurement à l'adoption des enfants concernés à l'étranger : *violation*

[X et autres c. Bulgarie \[GC\], 22457/16, 2.2.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Défaut de protection de l'intégrité personnelle d'une enfant vulnérable lors d'une procédure pénale d'une durée excessive relative à des abus sexuels : *violation*

[N.Ç. c. Turquie, 40591/11, 9.2.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Ineffectivité persistante d'une enquête sur des brutalités policières après le constat par une juridiction interne de violations matérielles et procédurales de l'article 3 : *violation*

[Baranin et Vukčević c. Monténégro, 24655/18 et 24656/18, 11.3.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Enfant de 4 ans non avisée de son devoir de dire la vérité et de son droit de ne pas témoigner contre son père, accusé d'abus sexuels, exclusion consécutive de son témoignage et acquittement du père pour cette raison : *violation*

[R.B. c. Estonie, 22597/16, 22.6.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives (volet procédural)

Absence de mesures propres à protéger les victimes de violences domestiques et défaut d'enquête effective à cause d'un problème structurel continu : *violation*

Tunikova et autres c. Russie, 55974/16 et al, 14.12.2021Arrêt | Résumé juridique

Expulsion

Le transfert en Italie en application du règlement Dublin III d'une demandeuse d'asile et de ses filles mineures n'exposerait pas les intéressées à un risque de difficultés graves, compte tenu des récentes modifications du régime d'accueil italien : *irrecevable*

M.T. c. Pays-Bas (déc.), 46595/19, 23.3.2021 Décision | Résumé juridique

Mesure d'expulsion vers la Russie d'un tchétchène ayant son statut de réfugié révoqué au motif d'une condamnation pour terrorisme, sans évaluation *ex nunc* des risques encourus : *l'expulsion emporterait violation*

K.I. c. France, 5560/19, 15.4.2021Arrêt | Résumé juridique

Renvoi en Turquie d'un journaliste turc ayant exprimé ses craintes de mauvais traitements dans le contexte du coup d'état à la police aux frontières, sans examen préalable des risques encourus : *violation*

D c. Bulgarie, 29447/17, 20.7.2021Arrêt | Résumé juridique

Renvoi au Maroc d'un ressortissant marocain militant pour l'indépendance sahraouie et donc appartenant à un groupe particulièrement à risque, faute d'avoir prouvé de risques personnels : *non-violation*

E.H. c. France, 39126/18, 22.7.2021Arrêt | Résumé juridique

Expulsion envisagée vers la Syrie : *l'expulsion emporterait violation*

M.D. et autres c. Russie, 71321/17 et al., 14.9.2021Arrêt | Résumé juridique

Expulsion vers son pays d'origine d'un ressortissant étranger souffrant de schizophrénie, sans que les risques pour sa santé n'aient atteint le seuil élevé d'application de l'article 3 : *non-violation*

Savran c. Danemark [GC], 57467/15, 7.12.2021Arrêt | Résumé juridique

Extradition

Requérant sous le coup d'une décision d'extradition alors que son état de santé le rend inapte à voyager, même sous surveillance médicale : *une extradition sans une évaluation appropriée des risques d'un transfert emporterait violation*

Khachaturov c. Arménie, 59687/17, 24.6.2021Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 4

Traite d'êtres humains | Obligations positives

Manquement par les autorités internes à prendre des mesures concrètes conformes aux normes internationales pour protéger des mineurs dont on soupçonnait pourtant qu'ils étaient victimes de traite : *violation*

V.C.L. et A.N. c. Royaume-Uni, 77587/12 et 74603/12, 16.2.2021Arrêt | Résumé juridique

Adulte victime de la traite des êtres humains dans l'impossibilité de faire appel de sa condamnation pour importation de stupéfiants, le degré de contrainte n'étant pas suffisant pour la disculper : *irrecevable*

G.S. c. Royaume-Uni (déc.), 7604/19, 23.11.2021 Décision | Résumé juridique

Enquête effective

Défaut d'enquête effective sur des allégations défendables de traite transnationale d'êtres humains et de travail forcé formulées par des travailleurs migrants : *violation*

Zoletic et autres c. Azerbaïdjan, 20116/12, 7.10.2021 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Voies légales

Détention provisoire, à la suite d'une tentative de coup d'État, de magistrats soupçonnés d'appartenir à une organisation illégale, sur la base d'un élargissement déraisonnable de la notion de flagrant délit : *violations*

Turan et autres c. Turquie, 75805/16 et al., 23.11.2021 Arrêt | Résumé juridique

Privation de liberté

Détention illégale de fait à raison de la durée de rétention dans la zone de transit et de l'étendue des restrictions à la libre circulation imposées aux requérants : *violation*

R.R. et autres c. Hongrie, 36037/17, 2.3.2021 Arrêt | Résumé juridique

Confinement général de 52 jours imposé par les autorités pour lutter contre la pandémie de COVID-19 : *article 5 non applicable ; irrecevable*

Terheş c. Roumanie (déc.), 49933/20, 13.4.2021 Décision | Résumé juridique

Arrestation ou détention régulières

Caractère régulier de la suspension d'une procédure pénale pour une période indéterminée lors de la crise du Covid-19 et d'un maintien en détention durant trois mois : *irrecevable*

Fenech c. Malte (déc.), 19090/20, 23.3.2021 Décision | Résumé juridique

Refus de remettre en liberté des auteurs d'infractions internés atteints de troubles mentaux persistants, après l'adoption d'une nouvelle loi réservant l'internement à des infractions plus graves : *non-violation*

Denis et Irvine c. Belgique [GC], 62819/17 et 63921/17, 1.6.2021 Arrêt | Résumé juridique

Défaut de motivation d'une décision portant maintien du requérant en détention pendant son procès pour une durée indéterminée : *violation*

Vardan Martirosyan c. Arménie, 13610/12, 15.6.2021 Arrêt | Résumé juridique

Absence de lien de causalité entre la condamnation du requérant pour des infractions violentes et son internement ultérieur au motif de son état de santé mentale et d'un risque de récidive : *violation*

W.A. c. Suisse, 38958/16, 2.11.2021 Arrêt | Résumé juridique

Manquement des autorités à démontrer qu'elles ont mené la procédure selon les critères d'évaluation, de vigilance et de célérité requis pour limiter autant que possible la détention de la famille de demandeurs d'asile : *violation*

M.H. et autres c. Croatie, 15670/18 et 43115/18, 18.11.2021Arrêt | Résumé juridique

Détention provisoire, à la suite d'une tentative de coup d'État, de magistrats soupçonnés d'appartenir à une organisation illégale, sur la base d'un élargissement déraisonnable de la notion de flagrant délit : *violations*

Turan et autres c. Turquie, 75805/16 et al., 23.11.2021Arrêt | Résumé juridique

Article 5 § 1 c)

Raisons plausibles de soupçonner

Défaut de base légale de la détention provisoire d'un journaliste accusé, en l'absence de raisons plausibles de le soupçonner, d'appartenance à une organisation illégale et de participation à une tentative de coup d'État : *violation*

Ahmet Hüsrev Altan c. Turquie, 13252/17, 13.4.2021Arrêt | Résumé juridique

Allégations de l'utilisation active d'une messagerie cryptée à usage non exclusif d'une organisation terroriste, insuffisantes pour justifier un soupçon plausible d'appartenance à celle-ci : *violation*

Akgün c. Turquie, 19699/18, 20.7.2021Arrêt | Résumé juridique

Article 5 § 3

Caractère raisonnable de la détention provisoire

Motivation pertinente mais insuffisante des décisions des juridictions internes prolongeant la détention provisoire des requérants : *violation*

Hasselbaink c. Pays-Bas, 73329/16, 9.2.2021Arrêt | Résumé juridique

Maassen c. Pays-Bas, 10982/15, 9.2.2021Arrêt | Résumé juridique

Zohlandt c. Pays-Bas, 69491/16, 9.2.2021Arrêt | Résumé juridique

Article 5 § 4

Introduire un recours

Impossibilité pour un requérant faisant appel de sa rétention dans un centre pour étrangers d'être entendu en personne ou par télé- ou visioconférence à raison des problèmes d'infrastructure rencontrés au début de la pandémie de Covid-19 : *irrecevable*

Bah c. Pays-Bas (déc.), 35751/20, 22.6.2021 Décision | Résumé juridique

Contrôle de la légalité de la détention

Requérant privé d'une possibilité effective de contester sa détention provisoire par la restriction induite de l'accès au dossier d'enquête pendant l'état d'urgence : *violation*

Ahmet Hüsrev Altan c. Turquie, 13252/17, 13.4.2021Arrêt | Résumé juridique

Projet d'arrêt du conseiller-rapporteur communiqué avant l'audience de la Cour de cassation à l'avocat général et non au requérant : *non-violation*

Conclusions de l'avocat général présentées pour la première fois oralement à l'audience, sans communication préalable au requérant : *non-violation*

Manzano Diaz c. Belgique, 26402/17, 18.5.2021Arrêt | Résumé juridique

Délai d'épreuve obligatoire de trois ans pour la libération de personnes internées auteurs d'infractions n'étant pas déterminant au vu de la persistance de leurs troubles mentaux : *non-violation*

[Denis et Irvine c. Belgique \[GC\], 62819/17 et 63921/17, 1.6.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Contrôle à bref délai

Délai d'épreuve obligatoire de trois ans pour la libération de personnes internées auteurs d'infractions n'étant pas déterminant au vu de la persistance de leurs troubles mentaux : *non-violation*

[Denis et Irvine c. Belgique \[GC\], 62819/17 et 63921/17, 1.6.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Article 5 § 5

Réparation

Absence de droit à réparation du préjudice moral avant ou après le prononcé d'un arrêt de la Cour : *violation*

[Vardan Martirosyan c. Arménie, 13610/12, 15.6.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Droits et obligations de caractère civil

Durée des investigations préliminaires ayant empêché le requérant de se constituer partie civile dans une procédure pénale et de demander réparation du préjudice civil : *article 6 applicable*

[Petrella c. Italie, 24340/07, 18.3.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Impossibilité pour d'anciens juges de la Cour suprême d'Ukraine, empêchés d'exercer leurs fonctions judiciaires à la suite d'une réforme législative, de contester cette mesure : *violation*

[Gumenyuk et autres c. Ukraine, 11423/19, 22.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Accès à un tribunal

Notification adéquate par la seule voie électronique d'une (d'un projet de) décision administrative susceptible de toucher directement des tiers : *non-violation*

[Stichting Landgoed Steenberghe et autres c. Pays-Bas, 19732/17, 16.2.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Absence de compétence universelle absolue des juridictions pénales en matière de torture concernant la constitution de parties civiles, en vertu d'une nouvelle loi à portée rétro-active : *non-violation*

[Hussein et autres c. Belgique, 45187/12, 16.3.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Durée des investigations préliminaires ayant empêché le requérant de se constituer partie civile dans une procédure pénale et de demander réparation du préjudice civil : *violation*

[Petrella c. Italie, 24340/07, 18.3.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

ONG environnementale déclarée sans intérêt à agir pour contester la justesse des informations sur la gestion des déchets radioactifs diffusées par une autorité publique : *violation*

[Association BURESTOP 55 et autres c. France, 56176/18 et al., 1.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Absence de recours judiciaire pour contrôler la suspension par le Conseil supérieur de la Justice d'un de ses membres non-magistrat : *article 6 applicable ; violation*

[Loquifer c. Belgique, 79089/13 et al., 20.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Impossibilité pour d'anciens juges de la Cour suprême d'Ukraine, empêchés d'exercer leurs fonctions judiciaires à la suite d'une réforme législative, de contester cette mesure : *violation*

[Gumenyuk et autres c. Ukraine, 11423/19, 22.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Rejet par les tribunaux de leur juridiction pour connaître de l'action en responsabilité civile pour des abus sexuels introduite contre le Saint-Siège jouissant de l'immunité de juridiction : *non-violation*

[J.C. et autres c. Belgique, 11625/17, 12.10.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Atteinte à la substance même du droit du requérant à accéder à un tribunal faute d'un examen par les autorités nationales de l'éligibilité de l'intéressé à une exonération du droit de timbre : *violation*

[Laçi c. Albanie, 28142/17, 19.10.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Condamnation d'un demandeur au civil à payer au titre des frais et dépens un montant deux fois supérieur à l'indemnité qui lui avait été allouée : *violation*

[Čolić c. Croatie, 49083/18, 18.11.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Fair hearing/Procès équitable

La procédure devant le juge de la mise en état n'a pas affaibli les positions des requérants au point de rendre inéquitable la procédure ultérieure relative à leur contestation civile : *non-violation*

[Victor Laurențiu Marin c. Roumanie, 75614/14, 12.1.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

[Mihail Mihăilescu c. Roumanie, 3795/15, 12.1.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Absence d'octroi d'une aide judiciaire gratuite au requérant sans argent pour obtenir l'assistance d'un avocat lors d'une procédure de placement sous surveillance administrative pour huit ans : *violation*

[Timofeyev et Postupkin c. Russie, 45431/14 et 22769/15, 19.1.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

L'absence de délai de prescription de la procédure de vérification de patrimoine n'enfreint pas le principe de sécurité juridique en raison du caractère *suus generis* de cette procédure et de son contexte : *non-violation*

[Xhoxhaj c. Albanie, 15227/19, 9.2.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Tribunal indépendant et impartial

Les instances instituées en vue d'évaluer les juges et procureurs en fonction à des fins de lutte contre la corruption sont des tribunaux objectivement indépendants et impartiaux établis par la loi : *non-violation*

[Xhoxhaj c. Albanie, 15227/19, 9.2.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Manque d'impartialité d'un arbitre, cadre dirigeant et conseil de la société mère de l'adversaire de la société requérante dans une procédure civile connexe : *violation*

[Beg S.p.a. c. Italie, 5312/11, 20.5.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Tribunal impartial

La tenue d'une réunion publique et la signature d'un accord sur des questions d'ordre procédural avec le ministère de la Défense, futur défendeur dans un contentieux sur les traitements de militaires, n'ont pas nui à l'impartialité objective de la Cour suprême : *non-violation*
Svilengacánin et autres c. Serbie, 50104/10 et al., 12.1.2021Arrêt | Résumé juridique

Manque d'impartialité d'un membre de la Cour suprême qui avait siégé dans une formation de cinq juges dans un procès pénal et dans un procès civil étroitement lié : *violation*
Stoimenovikj et Miloshevikj c. Macédoine du Nord, 59842/14, 25.3.2021Arrêt | Résumé juridique

Tribunal établi par la loi

Les instances instituées en vue d'évaluer les juges et procureurs en fonction à des fins de lutte contre la corruption sont des tribunaux objectivement indépendants et impartiaux établis par la loi : *non-violation*
Xhoxhaj c. Albanie, 15227/19, 9.2.2021Arrêt | Résumé juridique

Graves irrégularités dans la nomination de juges de la chambre disciplinaire nouvellement créée au sein de la Cour suprême : *violation*
Reczkowitz c. Pologne, 43447/19, 22.7.2021Arrêt | Résumé juridique

Violations manifestes dans la procédure de nomination des juges de la chambre du contrôle extraordinaire et des affaires publiques nouvellement créée au sein de la Cour suprême à l'issue d'une réforme législative : *violation*
Dolińska-Ficek et Ozimek c. Pologne, 49868/19 et 57511/19, 8.11.2021Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 1 (pénal)

Accès à un tribunal

Formalisme excessif de la Cour de Cassation ayant décidé de l'irrecevabilité des pourvois en l'absence de la mention par l'avocat de son attestation requise : *violation*
Willems et Gorjon c. Belgique, 74209/16 et al., 21.9.2021Arrêt | Résumé juridique

Procès équitable

Condamnation des requérants pour des infractions mineures fondée sur les dépositions décisives de témoins absents et absence de facteurs compensatoires : *article 6 applicable ; violation*
Buliga c. Roumanie, 22003/12, 16.2.2021Arrêt | Résumé juridique
Negulescu c. Roumanie, 11230/12, 16.2.2021Arrêt | Résumé juridique

Manquement à enquêter sur la situation des requérants en tant que victimes possibles de traite ayant une incidence sur l'équité globale du procès : *violation*
V.C.L. et A.N. c. Royaume-Uni, 77587/12 et 74603/12, 16.2.2021Arrêt | Résumé juridique

Signature du jugement par la présidente de la juridiction au nom de la présidente de la formation collégiale ayant rendu le délibéré, partie à la retraite : *non-violation*
Iancu c. Roumanie, 62915/17, 23.2.2021Arrêt | Résumé juridique

Non-audition des témoins à charge par la cour d'appel avant de renverser le verdict d'acquiescement prononcé en première instance lors d'une procédure abrégée : *non-violation*
Di Martino et Molinari c. Italie, 15931/15 et 16459/15, 25.3.2021Arrêt | Résumé juridique

Provocation policière par achat simulé de stupéfiants, due à des problèmes structurels dans le cadre réglementaire interne : *violation*

[Kuzmina et autres c. Russie, 66152/14 et al., 20.4.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Omission de la cour d'appel d'ordonner une nouvelle audition des inculpés avant d'infirmier leur acquittement en première instance : *violation*

[Maestri et autres c. Italie, 20903/15 et al., 8.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Allégation d'incapacité financière non prise en compte lors de la condamnation à une détention administrative pour la non-exécution de jugements ordonnant de rembourser des dettes : *violation*

[Karimov et autres c. Azerbaïdjan, 24219/16 et al., 22.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Procédure en révision devant la Cour suprême entachée d'iniquité à raison de la distorsion d'un arrêt de la Cour européenne qui avait conclu à l'existence d'une violation du droit du requérant à un procès équitable : *violation*

[Serrano Contreras c. Espagne \(n° 2\), 2236/19, 26.10.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Contenu des auditions des requérants par les autorités françaises à la base américaine de Guantánamo n'ayant pas servi de fondement à leurs poursuites et condamnation en France : *non-violation*

[Sassi et Benchellali c. France, 10917/15 et 10941/15, 25.11.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Audience publique

Tenue à huis clos d'une audience d'appel non strictement nécessaire à l'aune d'impératifs de sécurité : *violation*

[Kilin c. Russie, 10271/12, 11.5.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Délai raisonnable

Caractère inacceptable, même dans un contexte de réforme en profondeur du système judiciaire, de la durée de procédures suivies devant la Cour suprême : *violation*

[Bara et Kola c. Albanie, 43391/18 et 17766/19, 12.10.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Tribunal impartial

Doutes quant à l'impartialité objective du juge ayant présidé le procès de la requérante et qui avait auparavant siégé dans une procédure distincte dans laquelle des conclusions détaillées préjugant de la culpabilité de l'intéressée avaient été formulées : *violation*

[Meng c. Allemagne, 1128/17, 16.2.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Refus de récuser des jurés ayant eu connaissance d'articles publiés sur internet au sujet du procès et ayant discuté avec une personne extérieure à la formation judiciaire : *violation*

[Tikhonov et Khasis c. Russie, 12074/12 et 16442/12, 16.2.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 1 (administratif)

Délai raisonnable

Caractère inacceptable, même dans un contexte de réforme en profondeur du système judiciaire, de la durée de procédures suivies devant la Cour suprême : *violation*

[Bara et Kola c. Albanie, 43391/18 et 17766/19, 12.10.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 1 (constitutionnel)

Tribunal établi par la loi

Graves irrégularités qui ont entaché l'élection à la Cour constitutionnelle d'un juge ayant siégé dans le collège chargé d'examiner le recours constitutionnel formé par la société requérante : *violation*

Xero Flor W Polsce sp. z o.o c. Pologne, 4907/18, 7.5.2021Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 1 (disciplinaire)

Tribunal impartial

Impartialité objective non entachée dans le cadre de l'attribution de l'affaire à une formation de jugement, même en l'absence de désignation aléatoire de tous les juges de celle-ci : *non-violation*

Miroslava Todorova c. Bulgarie, 40072/13, 19.10.2021Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 2

Présomption d'innocence

Formulation de décisions judiciaires portant maintien en détention du requérant et renvoi de celui-ci en jugement : *non-violation ; violation*

Vardan Martirosyan c. Arménie, 13610/12, 15.6.2021Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 3 c)

Se défendre avec l'assistance d'un défenseur

Déclaration unilatérale du Gouvernement reconnaissant le défaut d'assistance par avocat avant le procès pénal et proposant une indemnisation pour le préjudice moral : *radiation du rôle*

Liesmons et autres c. Belgique (déc.), 14412/12 et al., 23.3.2021 Décision | Résumé juridique

Article 6 § 3 d)

Interrogation des témoins

Refus d'appeler des témoins clés de l'accusation au motif que la défense n'a pas justifié sa demande de contre-interrogatoire, et absence de facteurs compensateurs : *violation*

Keskin c. Pays-Bas, 2205/16, 19.1.2021Arrêt | Résumé juridique

Condamnation des requérants pour des infractions mineures fondée sur les dépositions décisives de témoins absents et absence de facteurs compensatoires : *violation*

Buliga c. Roumanie, 22003/12, 16.2.2021Arrêt | Résumé juridique
Negulescu c. Roumanie, 11230/12, 16.2.2021Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 7

Nullum crimen sine lege

Décision prévisible d'engager des poursuites contre un gardien de prison ayant communiqué à un journaliste, en échange d'argent, des informations sur la prison : *non-violation*

Norman c. Royaume-Uni, 41387/17, 6.7.2021Arrêt | Résumé juridique

Peine plus forte

Interdiction de se porter candidat aux élections et déchéance de mandat d'élu en raison des condamnations pénales pour corruption et abus de pouvoir, non assimilées à des sanctions pénales : *irrecevable*

Galan c. Italie (déc.), 63772/16, 18.5.2021 Décision | Résumé juridique

Miniscalco c. Italie, 55093/13, 17.6.2021Arrêt | Résumé juridique

Ordonnance d'internement ultérieure s'analysant en l'imposition rétroactive d'une peine « plus forte » : *violation*

W.A. c. Suisse, 38958/16, 2.11.2021Arrêt | Résumé juridique

Rétroactivité

Surveillance administrative aux fins préventifs, après l'exécution de la peine par les condamnés, non constitutive d'une peine et non soumise au principe de rétroactivité : *irrecevable*

Timofeyev et Postupkin c. Russie, 45431/14 et 22769/15, 19.1.2021Arrêt | Résumé juridique

Ordonnance d'internement ultérieure s'analysant en l'imposition rétroactive d'une peine « plus forte » : *violation*

W.A. c. Suisse, 38958/16, 2.11.2021Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 8

Respect de la vie privée et familiale

Autopsie et prélèvement d'organes, aux fins de leur préservation, d'un enfant prématuré atteint d'une maladie rare malgré les objections de la mère et son souhait spécifique d'un enterrement ritualisé : *violation*

Polat c. Autriche, 12886/16, 20.7.2021Arrêt | Résumé juridique

Respect de la vie privée

Publication justifiée, sur le portail internet des autorités fiscales, de renseignements propres à permettre l'identification du requérant, dont l'adresse de son domicile, au motif que celui-ci ne s'était pas acquitté de ses obligations fiscales : *non-violation*

L.B. c. Hongrie, 36345/16, 12.1.2021Arrêt | Résumé juridique

Amende infligée à une personne rom démunie et vulnérable pour avoir mendié inoffensivement, puis emprisonnement pendant cinq jours pour son non-paiement : *violation*

Lacatus c. Suisse, 14065/15, 19.1.2021Arrêt | Résumé juridique

Refus des autorités nationales de reconnaître l'identité masculine de personnes transgenres faute d'une intervention chirurgicale de conversion sexuelle : *violation*

X et Y c. Roumanie, 2145/16 et 20607/16, 19.1.2021Arrêt | Résumé juridique

Rejet d'une plainte pénale dirigée contre des juges concernant des déclarations qui faisaient partie de la contextualisation factuelle d'un arrêt et qui n'avaient pas atteint le seuil de gravité requis : *article 8 non applicable ; irrecevable*

De Carvalho Basso c. Portugal (déc.), 73053/14 et 33075/17, 4.2.2021 Décision | Résumé juridique

Défaut de protection de l'intégrité personnelle d'une enfant vulnérable lors d'une procédure pénale d'une durée excessive relative à des abus sexuels : *violation*

N.Ç. c. Turquie, 40591/11, 9.2.2021Arrêt | Résumé juridique

Caractère justifié de la révocation d'une juge et de l'interdiction à vie d'exercer des fonctions judiciaires prononcée contre elle en raison des faits personnels graves constatés au cours de la procédure d'évaluation : *non-violation*

Xhoxhaj c. Albanie, 15227/19, 9.2.2021Arrêt | Résumé juridique

Amende infligée à un parent et exclusion des enfants d'établissements préscolaires pour non-respect de l'obligation légale de vaccination des enfants : *non-violation*

Vavříčka et autres c. République tchèque [GC], 47621/13 et al, 8.4.2021Arrêt | Résumé juridique

Défaut de réaction adéquate des autorités nationales face aux agressions verbales d'un élève par un professeur de lycée : *violation*

F.O. c. Croatie, 29555/13, 22.4.2021Arrêt | Résumé juridique

Caractère proportionné et prévisible du placement d'une personne âgée et vulnérable en curatelle simple au motif de sa « prodigalité », interprétée par référence à l'ancien code civil français : *non-violation*

M.K. c. Luxembourg, 51746/18, 18.5.2021Arrêt | Résumé juridique

Conformité à la Convention d'un régime de surveillance secrète, notamment de l'interception en masse de communications et du partage de renseignements : *violation ; non-violation*

Big Brother Watch et autres c. Royaume-Uni [GC], 58170/13 et al, 25.5.2021Arrêt | Résumé juridique

Conformité à la Convention d'un régime de surveillance secrète, notamment de l'interception en masse de communications et du partage de renseignements : *violation*

Centrum för rättvisa c. Suède [GC], 35252/08, 25.5.2021Arrêt | Résumé juridique

« Victimisation secondaire » d'une victime de violences sexuelles du fait des propos culpabilisants, moralisateurs et véhiculant des stéréotypes sexistes dans les motifs de l'arrêt : *violation*

J.L. c. Italie, 5671/16, 27.5.2021Arrêt | Résumé juridique

Révocation du placement en vue d'adoption « à risque juridique » chez la requérante et transfert de l'enfant dans une autre famille, motivés par son intérêt supérieur : *non-violation*

Jessica Marchi c. Italie, 54978/17, 27.5.2021Arrêt | Résumé juridique

Publication dans la presse d'informations privées et d'images non floutées du requérant, prises à son insu et au moyen d'un stratagème : *violation*

Hájovský c. Slovaquie, 7796/16, 1.7.2021Arrêt | Résumé juridique

Pouvoir pratiquement illimité des services de renseignement pour mener une opération de surveillance sans garanties juridiques suffisantes : *violation*

Varga c. Slovaquie, 58361/12 et al., 20.7.2021Arrêt | Résumé juridique

Anciens juges de la Cour suprême ukrainienne irrégulièrement empêchés d'exercer leurs fonctions judiciaires à la suite d'une réforme législative : *violation*

Gumenyuk et autres c. Ukraine, 11423/19, 22.7.2021Arrêt | Résumé juridique

Messages électroniques échangés par la requérante sur un site de rencontres produits sans son consentement par son ex-mari lors de procédures civiles : *non-violation*

M.P. c. Portugal, 27516/14, 7.9.2021Arrêt | Résumé juridique

Manquement des autorités à protéger une victime de violences domestiques d'actes répétés de cyberviolence et à traduire en justice l'auteur des faits : *violation*

Volodina c. Russie (n° 2), 40419/19, 14.9.2021Arrêt | Résumé juridique

Rejet d'une action engagée par la requérante contre des journaux à sensation qui avaient publié des propos sordides et non vérifiés, illustrés de photographies, au sujet de son fils, un prêtre condamné pour délits sexuels, des années après le décès de celui-ci : *violation*

M.L. c. Slovaquie, 34159/17, 14.10.2021Arrêt | Résumé juridique

Impossibilité de moduler le degré d'incapacité juridique : *violation*

N. c. Roumanie (n° 2), 38048/18, 16.11.2021Arrêt | Résumé juridique

Rejet justifié d'une action concernant la divulgation d'informations sur la déclaration de revenus de la requérante dans un reportage télévisé consacré à une affaire pénale visant son époux, un procureur retraité : *non-violation*

Samoylova c. Russie, 49108/11, 14.12.2021Arrêt | Résumé juridique

Respect de la vie familiale

Placement en institut de la petite-fille rom de la requérante disposant de sa garde depuis sa naissance, et non-exécution du droit de visite : *violation*

Terna c. Italie, 21052/18, 14.1.2021Arrêt | Résumé juridique

Victime de traite d'origine nigériane privée de tout contact avec ses enfants en dépit des préconisations d'experts et avant même la décision définitive sur leur adoptabilité : *violation*

A.I. c. Italie, 70896/17, 1.4.2021Arrêt | Résumé juridique

Décision, fondée sur « l'intérêt supérieur de l'enfant », d'arrêter le traitement maintenant en vie une enfant atteinte d'une maladie grave : *irrecevable*

Parfitt c. Royaume-Uni (déc.), 18533/21, 20.4.2021 Décision | Résumé juridique

Non-reconnaissance d'un lien de filiation entre un enfant non biologique né à l'étranger d'une gestation pour autrui et ses parents d'intention, mais maintien d'un lien familial grâce au placement de l'enfant sous la garde de ces derniers : « *vie familiale* » applicable ; *non-violation*

Valdís Fjölvisdóttir et autres c. Islande, 71552/17, 18.5.2021Arrêt | Résumé juridique

Analyse insuffisante de la question de l'existence d'un « risque grave » dans une décision ordonnant le retour d'un enfant dans une zone de conflit de l'est de l'Ukraine en application de la Convention de la Haye : *violation*

Y.S. et O.S. c. Russie, 17665/17, 15.6.2021Arrêt | Résumé juridique

Restriction des droits parentaux de la requérante et privation de tout contact avec ses enfants, en l'absence de l'examen requis, pour des motifs liés à son identité de genre : *violation*

[A.M. et autres c. Russie, 47220/19, 6.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Délai d'attente légal de trois ans injustifié pour le regroupement familial des bénéficiaires du statut de protection subsidiaire ou temporaire, en ce qu'il ne permettait pas une appréciation individualisée : *violation*

[M.A. c. Danemark \[GC\], 6697/18, 9.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Caractère injustifié et disproportionné de l'interdiction générale de téléphoner pour tous les condamnés à perpétuité détenus en régime strict : *violation*

[Danilevich c. Russie, 31469/08, 19.10.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Défaut d'adoption en temps voulu par les autorités internes de mesures raisonnables en vue de réunir une mère et ses enfants après l'enlèvement de ceux-ci par leur grand-père paternel : *violation*

[Tapayeva et autres c. Russie, 24757/18, 23.11.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Impossibilité d'obtenir la nationalité polonaise par filiation pour les enfants d'un couple homosexuel nés aux États-Unis au terme d'une gestation pour autrui et résidant en Israël, où le lien juridique de filiation a été reconnu : *irrecevable*

[S.-H. c. Pologne \(déc.\), 56846/15 et 56849/15, 16.11.2021](#) Décision | Résumé juridique

Caractère justifié, dans le cas d'un parent non coopératif, de mesures temporaires de suspension de l'autorité parentale et de limitation des contacts avec un enfant vulnérable : *non-violation*

[R.M. c. Lettonie, 53487/13, 9.12.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Insuffisances dans le processus décisionnel ayant entraîné la rupture des liens mère-enfant, dans un contexte de différences culturelles et religieuses entre la mère et les parents adoptifs : *violation*

[Abdi Ibrahim c. Norvège \[GC\], 15379/16, 10.12.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Respect du domicile

Décision des tribunaux internes prononçant l'expulsion d'une mère et de sa fille de leur domicile et la démolition de celui-ci au motif qu'il s'agissait d'un bâtiment construit sans autorisation sur un terrain appartenant à l'État affecté à des opérations pétrolières : *violation en cas d'expulsion sans examen approprié*

[Ahmadova c. Azerbaïdjan, 9437/12, 18.11.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Rejet non justifié d'une action concernant la divulgation de l'adresse de la requérante, de son numéro de contribuable et d'images de son intérieur dans un reportage télévisé consacré à une affaire pénale visant son époux, un procureur retraité : *violation*

[Samoylova c. Russie, 49108/11, 14.12.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Respect de la correspondance

Messages électroniques échangés par la requérante sur un site de rencontres produits sans son consentement par son ex-mari lors de procédures civiles : *non-violation*

[M.P. c. Portugal, 27516/14, 7.9.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Garanties procédurales insuffisantes pour protéger des données couvertes par le secret professionnel lors de la saisie puis de l'examen de l'ordinateur et du téléphone portables d'un avocat : *violation*

[Särgava c. Estonie, 698/19, 16.11.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives

Refus des autorités nationales de reconnaître l'identité masculine de personnes transgenres faute d'une intervention chirurgicale de conversion sexuelle : *violation*

[X et Y c. Roumanie, 2145/16 et 20607/16, 19.1.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Défaut de protection de l'intégrité personnelle d'une enfant vulnérable lors d'une procédure pénale d'une durée excessive relative à des abus sexuels : *violation*

[N.Ç. c. Turquie, 40591/11, 9.2.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Nouveau cadre légal instaurant un mécanisme visant à déterminer ce qu'il était advenu des nouveau-nés disparus et à offrir réparation à leurs parents : *radiation du rôle*

[Mik et Jovanović c. Serbie \(déc.\), 9291/14 et 63798/14, 23.3.2021](#)..... Décision | Résumé juridique

Manquements des autorités à faire exécuter la peine infligée à l'auteur d'une agression sexuelle suite à l'octroi puis l'annulation de son amnistie : *violation*

[E.G. c. République de Moldova, 37882/13, 13.4.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

« Victimisation secondaire » d'une victime de violences sexuelles du fait des propos culpabilisants, moralisateurs et véhiculant des stéréotypes sexistes dans les motifs de l'arrêt : *violation*

[J.L. c. Italie, 5671/16, 27.5.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Enfant de 4 ans non avisée de son devoir de dire la vérité et de son droit de ne pas témoigner contre son père, accusé d'abus sexuels, exclusion conséquente de son témoignage et acquittement du père pour cette raison : *violation*

[R.B. c. Estonie, 22597/16, 22.6.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Publication dans la presse d'informations privées et d'images non floutées du requérant, prises à son insu et au moyen d'un stratagème : *violation*

[Hájovský c. Slovaquie, 7796/16, 1.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Délai d'attente légal de trois ans injustifié pour le regroupement familial des bénéficiaires du statut de protection subsidiaire ou temporaire, en ce qu'il ne permettait pas une appréciation individualisée : *violation*

[M.A. c. Danemark \[GC\], 6697/18, 9.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Absence de toute possibilité de faire officialiser une relation entre personnes de même sexe : *violation*

[Fedotova et autres c. Russie, 40792/10 et al., 13.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Manquement de l'hôpital à communiquer à la mère des informations suffisantes dans les circonstances délicates de l'affaire : *violation*

[Polat c. Autriche, 12886/16, 20.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Messages électroniques échangés par la requérante sur un site de rencontres produits sans son consentement par son ex-mari lors de procédures civiles : *non-violation*

[M.P. c. Portugal, 27516/14, 7.9.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Manquement des autorités à protéger une victime de violences domestiques d'actes répétés de cyberviolence et à traduire en justice l'auteur des faits : *violation*

[Volodina c. Russie \(n° 2\), 40419/19, 14.9.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Manquement des autorités à leur obligation de protéger la requérante contre toute forme de harcèlement par ses collègues : *violation*

Špadijer c. Monténégro, 31549/18, 9.11.2021Arrêt | Résumé juridique

Expulsion

Mesure d'interdiction définitive du territoire ordonnée contre un immigré établi de longue date atteint de schizophrénie et ayant commis des infractions violentes, en dépit de progrès consécutifs à plusieurs années de soins obligatoires : *violation*

Savran c. Danemark [GC], 57467/15, 7.12.2021Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 9

Liberté de religion

Défaut de protection des croyances de l'organisation religieuse de Krishna face aux propos hostiles tenus par les autorités régionales de l'État dans une brochure « antisectes » : *violation*

Centre des sociétés pour la conscience de Krishna en Russie et Frolov c. Russie, 37477/11, 23.11.2021Arrêt | Résumé juridique

Manifester sa religion ou sa conviction

Autopsie et prélèvement d'organes, aux fins de leur préservation, d'un enfant prématuré atteint d'une maladie rare malgré les objections de la mère et son souhait spécifique d'un enterrement ritualisé : *violation*

Polat c. Autriche, 12886/16, 20.7.2021Arrêt | Résumé juridique

Refus, pour cause de non-reconnaissance du pastafarisme comme religion ou croyance, de photos d'identité d'une pastafarienne la représentant coiffée d'une passoire : *article 9 non applicable ; irrecevable*

De Wilde c. Pays-Bas (déc.), 9476/19, 9.11.2021 Décision | Résumé juridique

ARTICLE 10

Liberté d'expression

Condamnation civile d'un journaliste blogueur pour diffamation d'un confrère, sans motifs pertinents et suffisants : *violation*

Gheorghe-Florin Popescu c. Roumanie, 79671/13, 12.1.2021Arrêt | Résumé juridique

Injonction justifiée de retirer sur un site les enregistrements illicites de conversations privées d'une personne publique vulnérable, malgré la reprise de leur contenu par d'autres médias : *non-violation*

Société éditrice de Mediapart et autres c. France, 281/15 et 34445/15, 14.1.2021Arrêt | Résumé juridique

Licenciement d'un médecin au motif que celui-ci avait porté plainte, de bonne foi mais de manière infondée, contre l'un de ses collègues qu'il accusait, sans avoir procédé aux vérifications que les circonstances lui auraient permis d'effectuer, d'avoir pratiqué l'euthanasie active sur certains patients : *non-violation*

Gawlik c. Liechtenstein, 23922/19, 16.2.2021Arrêt | Résumé juridique

Condamnation et amende injustifiées pour avoir affublé la statue d'un leader communiste d'accessoires du Père Noël à l'occasion d'une manifestation politique : *violation*

[Handzhiyski c. Bulgarie, 10783/14, 6.4.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Caractère injustifié de l'ingérence, la privation de liberté imposée au requérant en raison de ses propos et de ses articles étant dépourvue de base légale : *violation*

[Ahmet Hüsrev Altan c. Turquie, 13252/17, 13.4.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Avertissements à un député européen pour avoir déployé des drapeaux de minorités nationales sur un bâtiment abritant son bureau sans obtenir une autorisation de publicité : *violation*

[Tókécs c. Roumanie, 15976/16 et 50461/17, 27.4.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Injonction provisoire, sans base légale claire et prévisible, interdisant toute diffusion d'informations sur une enquête parlementaire : *violation*

[Akdeniz et autres c. Turquie, 41139/15 et 41146/15, 4.5.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

1 000 euros d'amende pénale pour avoir divulgué aux médias des documents confidentiels de son employeur privé (« Luxleaks »), sans intérêt public suffisant pour pondérer le dommage causé : *non-violation*

[Halet c. Luxembourg, 21884/18, 11.5.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Requérant condamné pour avoir partagé en ligne, au sein d'un groupe sur un petit réseau social, un contenu dans l'intention, établie en l'absence de commentaires de sa part, d'inciter à la violence contre des ethnies non russes : *non-violation*

[Kilin c. Russie, 10271/12, 11.5.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Sanctions disciplinaires, sportives et pécuniaires infligées par la Fédération turque de football pour des propos lors d'une émission TV et sur les réseaux sociaux, sans justification adéquate : *violation*

[İbrahim Tokmak c. Turquie, 54540/16, 18.5.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

[Naki and/et AMED Sportif Faaliyetler Kulübü Derneği c. Turquie, 48924/16,](#)

[18.5.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

[Sedat Doğan c. Turquie, 48909/14, 18.5.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Protection insuffisante d'éléments journalistiques confidentiels visés par des programmes de surveillance électronique : *violation*

[Big Brother Watch et autres c. Royaume-Uni \[GC\], 58170/13 et al., 25.5.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Licenciement sans droit à indemnisation d'une employée contractuelle du ministère de l'Éducation nationale pour les mentions « J'aime » ajoutées sur des contenus Facebook de tiers : *violation*

[Melike c. Turquie, 35786/19, 15.6.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Discours prononcé lors d'un hommage à un membre de l'organisation terroriste ETA n'incitant pas directement ou indirectement à la violence terroriste : *violation*

[Erkizia Almandoz c. Espagne, 5869/17, 22.6.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Éditeur d'un journal contraint à anonymiser l'archive sur Internet d'un article paru vingt ans auparavant, au nom du droit à l'oubli de l'auteur d'un accident mortel : *non-violation*

[Hurbain c. Belgique, 57292/16, 22.6.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Hostilité envers des opinions anti-gouvernementales dans un jugement infligeant des peines de prison, sans examen individualisé, à des manifestants qui avaient occupé et endommagé des locaux ministériels : *violation*

[Yezhov et autres c. Russie, 22051/05, 29.6.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Absence de motifs pertinents et suffisants propres à justifier l'imposition d'une amende, un rappel forcé de produits et une interdiction d'utiliser à l'avenir certains motifs sur des emballages de préservatifs : *violation*

[Gachechiladze c. Géorgie, 2591/19, 22.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Infliction au civil d'une condamnation pour diffamation disproportionnée par rapport au préjudice causé à un homme politique connu par des reportages télévisés sur des pédophiles dans lesquels il était mentionné à tort : *violation*

[SIC - Sociedade Independente de Comunicação c. Portugal, 29856/13, 27.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Déséquilibre de présence en défaveur d'une association sujet politique dans des émissions d'information populaires de la télévision publique : *violation*

[Associazione Politica Nazionale Lista Marco Pannella c. Italie, 66984/14, 31.8.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Suppression d'une émission de communication politique à la télévision publique n'ayant pas privé une association sujet politique de la possibilité de diffuser ses opinions : *non-violation*

[Associazione Politica Nazionale Lista Marco Pannella et Radicali Italiani c. Italie, 20002/13, 31.8.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Condamnation pénale d'un élu faute d'avoir promptement supprimé les propos illicites de tiers sur le mur de son compte Facebook librement accessible au public et utilisé lors de sa campagne électorale : *non-violation*

[Sanchez c. France, 45581/15, 2.9.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Condamnation pénale du requérant pour l'apposition d'inscriptions à connotations terroristes sur un tee-shirt porté à sa demande par son neveu, de trois ans, dans son école maternelle : *non-violation*

[Z.B. c. France, 46883/15, 2.9.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Interdiction injustifiée de publication imposée à un journal d'opposition au motif de l'état d'urgence proclamé dans le contexte de manifestations post-électorales massives : *violation*

[Dareskizb Ltd c. Arménie, 61737/08, 21.9.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Absence d'octroi d'une indemnité par une juridiction interne ayant pourtant reconnu en substance que des poursuites en diffamation avaient emporté violation de l'article 10 : *violation*

[Association des journalistes d'investigation et pour la sécurité de la presse d'opinion en Moldova et Sanduța c. République de Moldova, 4358/19, 12.10.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Journaliste sanctionné en application du code électoral dans le cadre d'une procédure en référé pour avoir publié de fausses déclarations sur un candidat à une élection locale : *non-violation*

[Staniszewski c. Pologne, 20422/15, 14.10.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Poursuites et sanctions disciplinaires contre la présidente de l'association des juges en représailles à ses critiques du Conseil supérieur de la magistrature et de l'exécutif : *violation*

[Miroslava Todorova c. Bulgarie, 40072/13, 19.10.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Diverses mesures pénales pour insulte au président de la République au sujet de publications diffamatoires partagées sur Facebook : *violation*

[Vedat Sorli c. Turquie, 42048/19, 19.10.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Des ONG ayant diffusé du matériel d'observation électorale sanctionnées de manière injustifiée en application de l'interdiction légale de toute publication liée aux élections pendant la « période de silence » préélectorale : *violation*

[Assotsiatsiya NGO Golos et autres c. Russie, 41055/12, 16.11.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Condamnation au civil d'un éditeur au motif qu'il avait longtemps refusé de désindexer un article qui portait sur une affaire pénale dirigée contre de simples particuliers et auquel on pouvait facilement accéder en tapant leur nom dans un moteur de recherche en ligne : *non-violation*

[Biancardi c. Italie, 77419/16, 25.11.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Condamnation injustifiée au pénal à une amende pour avoir aspergé de peinture un monument se rapportant au régime communiste dans le contexte d'une manifestation politique : *violation*

[Genov et Sarbinska c. Bulgarie, 52358/15, 30.11.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Décisions de justice injustifiées ayant ordonné à un media de divulguer les données relatives aux auteurs de commentaires injurieux mis en ligne sur son portail d'actualités dans le cadre d'un débat politique : *violation*

[Standard Verlagsgesellschaft MBH c. Autriche \(n° 3\), 39378/15, 7.12.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Caractère injustifié de poursuites pour discours de haine et de l'inscription du premier requérant sur une liste de terroristes et d'extrémistes au motif qu'il avait publié une note critiquant l'Église orthodoxe russe : *violation*

[Yefimov et Groupe de la jeunesse pour la défense des droits de l'homme c. Russie, 12385/15 et 51619/15, 7.12.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Absence de justification pour la condamnation d'un rédacteur en chef et la révocation du statut de média de son journal en application de la législation anti-extrémiste : *violations*

[Mukhin c. Russie, 3642/10, 14.12.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Liberté de recevoir des informations

Restrictions injustifiées apportées à la possibilité pour un détenu d'accéder à des sites Internet publiant des informations juridiques pour des raisons sécuritaires : *violation*

[Ramazan Demir c. Turquie, 68550/17, 9.2.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Contrôle effectif par les tribunaux du contenu et de la qualité de l'information sur la gestion des déchets radioactifs diffusée par une autorité publique en vertu d'une obligation légale d'informer : *article 10 applicable ; non-violation*

[Association BURESTOP 55 et autres c. France, 56176/18 et al., 1.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Refus de communiquer à un journaliste des informations qui n'étaient pas « déjà disponibles » sur le nombre d'agents et de collaborateurs du service fédéral de renseignement et de l'organisme l'ayant précédé qui avaient appartenu à des organisations nazies : *irrecevable*

[Saure c. Allemagne \(déc.\), 6106/16, 19.10.2021](#) Décision | Résumé juridique

Refus illégal de donner à un journaliste accès à des informations d'intérêt public relatives à l'impact sur l'environnement et la santé d'une ancienne station radar de l'armée soviétique : *violation*

[Rovshan Hajiyev c. Azerbaïdjan, 19925/12 et 47532/13, 9.12.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Liberté de communiquer des informations

Éditeur d'un journal contraint à anonymiser l'archive sur Internet d'un article paru vingt ans auparavant, au nom du droit à l'oubli de l'auteur d'un accident mortel : *non-violation*

[Hurbain c. Belgique, 57292/16, 22.6.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Poursuites et condamnation justifiées concernant un gardien de prison ayant communiqué à un journaliste, en échange d'argent, des informations sur la prison : *non-violation*

[Norman c. Royaume-Uni, 41387/17, 6.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Interdiction injustifiée de publication imposée à un journal d'opposition au motif de l'état d'urgence proclamé dans le contexte de manifestations post-électorales massives : *violation*

[Dareskizb Ltd c. Arménie, 61737/08, 21.9.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Refus de communiquer à un journaliste des informations qui n'étaient pas « déjà disponibles » sur le nombre d'agents et de collaborateurs du service fédéral de renseignement et de l'organisme l'ayant précédé qui avaient appartenu à des organisations nazies : *irrecevable*

[Saure c. Allemagne \(déc.\), 6106/16, 19.10.2021](#) Décision | Résumé juridique

Refus illégal de donner à un journaliste accès à des informations d'intérêt public relatives à l'impact sur l'environnement et la santé d'une ancienne station radar de l'armée soviétique : *violation*

[Rovshan Hajiyev c. Azerbaïdjan, 19925/12 et 47532/13, 9.12.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 11

Liberté de réunion pacifique

Stratégie délibérée impliquant un usage excessif de la force pour stopper une manifestation initialement pacifique organisée sur la place Maïdan, avec pour conséquences une escalade de violence et des abus de la part d'acteurs non étatiques engagés par la police : *violation*

[Lutsenko et Verbytskyi c. Ukraine, 12482/14 et 39800/14, 21.1.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

[Shmorgunov et autres c. Ukraine, 15367/14 et al, 21.1.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Condamnation justifiée pour l'agression d'un policier lors de la dispersion proportionnée d'une manifestation : *irrecevable*

[Knežević c. Monténégro \(déc.\), 54228/18, 2.2.2021](#) Décision | Résumé juridique

Refus illégal et arbitraire d'autoriser un adepte du vishnuisme à tenir des rassemblements publics religieux pacifiques : *violation*

[Centre des sociétés pour la conscience de Krishna en Russie et Frolov c. Russie,](#)

[37477/11, 23.11.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Liberté d'association

Décision fondée déclarant illégale l'annonce d'un boycott, faite par un syndicat pour contraindre une société étrangère à adhérer à une convention collective, en violation de la liberté d'établissement garantie dans l'EEE : *non-violation*

[Norwegian Confederation of Trade Unions \(LO\) et Norwegian Transport](#)

[Workers' Union \(NTF\) c. Norvège, 45487/17, 10.6.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Obligation faite à l'association requérante d'exclure de ses rangs une personne soupçonnée d'avoir commis une infraction à caractère extrémiste et dissolution de l'association alors que ces mesures n'étaient pas prévues par la loi : *violation*

Yefimov et Groupe de la jeunesse pour la défense des droits de l'homme

c. Russie, 12385/15 et 51619/15, 7.12.2021Arrêt | Résumé juridique

Fonder et s'affilier à des syndicats

Fédération de syndicats condamnée à exclure une organisation syndicale de terrain rassemblant des détenus exerçant un travail parce que la loi interdit à ceux-ci de se syndiquer : *non-violation*

Fédération syndicale de la république de l'Arménie c. Russie, 29582/09,

7.12.2021Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 13

Recours effectif

Nouveau cadre légal instaurant un mécanisme de réparation pour tous les parents de nouveau-nés disparus : *radiation du rôle*

Mik et Jovanović c. Serbie (déc.), 9291/14 et 63798/14, 23.3.2021 Décision | Résumé juridique

Renvoi précipité en Turquie d'un journaliste, 24 heures après son arrestation à la frontière, ayant rendu les recours existants inopérants en pratique, et donc indisponibles : *violation*

D c. Bulgarie, 29447/17, 20.7.2021Arrêt | Résumé juridique

Action civile en responsabilité délictuelle effective, à partir du 13 janvier 2021, pour obtenir indemnisation pour les mauvaises conditions de détention ou de transport ayant cessé : *violation*

Polgar c. Roumanie, 39412/19, 20.7.2021Arrêt | Résumé juridique

Exercice de quatre recours effectifs suspensifs de l'exécution du renvoi d'un demandeur d'asile, entendu et bénéficiant, en dépit de délais brefs, de garanties pour faire valoir ses prétentions : *non-violation*

E.H. c. France, 39126/18, 22.7.2021Arrêt | Résumé juridique

Nouveau recours permettant de se plaindre de la durée d'une procédure effectif en principe, mais dépourvu d'effectivité en l'espèce : *violation*

Bara et Kola c. Albanie, 43391/18 et 17766/19, 12.10.2021Arrêt | Résumé juridique

Absence de recours effectif pour les griefs tirés par des requérants handicapés de problèmes d'accès à des bureaux de vote et de la procédure de scrutin lors d'un référendum national : *violation*

Toplak et Mrak c. Slovénie, 34591/19 et 42545/19, 26.10.2021Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 14

Discrimination (article 2)

Absence de mesures préventives de nature à protéger une victime de violences domestiques et défaut d'enquête sur l'inertie de la police dans un contexte de manquements systémiques et de discrimination fondée sur le sexe : *violation*

Tkheldze c. Géorgie, 33056/17, 8.7.2021Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 3)

Condamnation de l'auteur d'une violente agression homophobe à une amende de 40 EUR pour infraction mineure, sans enquête sur les motivations haineuses de l'acte, puis abandon des poursuites pénales en vertu du principe *ne bis in idem* : *violation*

[Sabalić c. Croatie, 50231/13, 14.1.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Avars détenus irrégulièrement et maltraités par des militaires d'origine tchéchène, manquement des autorités à enquêter sur un possible mobile de haine ethnique : *violation*

[Adzhigitova et autres c. Russie, 40165/07 et 2593/08, 22.6.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Effets discriminatoires sur les femmes d'une absence continue de législation visant à lutter contre les violences domestiques et de mesures de protection : *violation*

[Tunikova et autres c. Russie, 55974/16 et al, 14.12.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 8)

Absence de justification par l'origine ethnique de l'éloignement et la prise en charge par les services sociaux de la petite-fille rom de la requérante disposant de sa garde depuis sa naissance : *non-violation*

[Terna c. Italie, 21052/18, 14.1.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Manquement des tribunaux internes à leur obligation positive d'offrir un redressement à des personnes d'origine juive ou rom pour des propos publics discriminatoires tenus par un politicien : *violation*

[Behar et Gutman c. Bulgarie, 29335/13, 16.2.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

[Budnova et Chaprazov c. Bulgarie, 12567/13, 16.2.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Refus discriminatoire de l'allocation de parent survivant à la mère célibataire d'enfants mineurs nés de père inconnu : *violation*

[Yocheva et Ganeva c. Bulgarie, 18592/15 et al, 11.5.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Manquement de l'État à assurer le déroulement paisible d'une manifestation culturelle LGBT, à protéger les participants contre des agressions verbales et à conduire une enquête effective sur les motivations homophobes des contre-manifestants : *violation*

[Association ACCEPT et autres c. Roumanie, 19237/16, 1.6.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Restriction des droits parentaux de la requérante et privation de tout contact avec ses enfants, en l'absence de l'examen requis, pour des motifs liés à son identité de genre : *violation*

[A.M. et autres c. Russie, 47220/19, 6.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Droit à un congé parental conditionné pour les agents de police de sexe masculin à l'absence de soins maternels : *violation*

[Gruba et autres c. Russie, 66180/09 et al., 6.7.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Nom du père précédant automatiquement celui de la mère dans l'ordre des noms de famille de l'enfant, si désaccord entre les parents, sans prise en compte des circonstances particulières : *violation*

[León Madrid c. Espagne, 30306/13, 26.10.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Défaut d'assistance à une veuve qui cherchait à être réunie avec ses enfants enlevés par leur grand-père paternel dans une région marquée par les stéréotypes sexistes et par les pratiques patrilineaires : *violation*

[Tapayeva et autres c. Russie, 24757/18, 23.11.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 9)

Refus de l'État de reconnaître une association religieuse païenne satisfaisant aux critères d'éligibilité, pour des motifs incompatibles avec l'obligation de neutralité et d'impartialité de l'État : *violation*

Association « Romuva » de l'ancienne religion balte c. Lituanie, 48329/19, 8.6.2021Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 11)

Manquement de l'État à assurer le déroulement paisible d'une manifestation culturelle LGBT, à protéger les participants contre des agressions verbales et à conduire une enquête effective sur les motivations homophobes des contre-manifestants : *violation*

Association ACCEPT et autres c. Roumanie, 19237/16, 1.6.2021Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)

Discrimination directe et injustifiée fondée sur le sexe, résultant du refus d'accorder un avantage social lié à l'emploi à une femme enceinte ayant eu recours à une fécondation *in vitro* peu avant son recrutement : *violation*

Jurčić c. Croatie, 54711/15, 4.2.2021Arrêt | Résumé juridique

Critère de l'âge maximal (35 ans) pour pouvoir prétendre à l'aide au logement « jeunes familles » fondé sur des éléments objectifs et justifié : *non-violation*

Šaltinytė c. Lituanie, 32934/19, 26.10.2021Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 3 du Protocole n° 1)

Absence de machines de vote non discriminatoire pour un électeur handicapé autorisé à être assisté par une personne de son choix légalement tenue de respecter le secret : *non-violation*

Toplak et Mrak c. Slovénie, 34591/19 et 42545/19, 26.10.2021Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 15

Dérogation en cas d'état d'urgence

Proclamation de l'état d'urgence dans le contexte des manifestations post-électorales massives de 2008 : *non-réunion des conditions requises pour une dérogation*

Dareskizb Ltd c. Arménie, 61737/08, 21.9.2021Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 17

Interdiction de l'abus de droit

Condamnation pénale du requérant pour l'apposition d'inscriptions à connotations terroristes sur un tee-shirt porté à sa demande par son neveu, de trois ans, dans son école maternelle : *recevable*

Z.B. c. France, 46883/15, 2.9.2021Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 18

Restrictions dans un but non prévu

Placement d'opposants en détention provisoire dans le but principal de les punir d'avoir pris une part active dans des manifestations contre le gouvernement et de les réduire au silence : *violation*

[Azizov et Novruzlu c. Azerbaïdjan, 65583/13 et al, 18.2.2021](#).....Arrêt | Résumé juridique

Imposition à un défenseur des droits de l'homme et à son ONG de mesures (gel des comptes bancaires et interdictions de voyager) destinées à les sanctionner pour leur travail et à entraver leur activité : *violation*

[Centre de ressources sur la démocratie et les droits de l'homme et Mustafayev](#)

[c. Azerbaïdjan, 74288/14 et 64568/16, 14.10.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Poursuites et sanctions disciplinaires contre la présidente de l'association des juges en représailles à ses critiques du Conseil supérieur de la magistrature et de l'exécutif : *violation*

[Miroslava Todorova c. Bulgarie, 40072/13, 19.10.2021](#).....Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 33

Requête interétatique

Existence alléguée d'une pratique administrative des autorités russes en Crimée emportant de multiples violations des droits conventionnels : *recevable*

[Ukraine c. Russie \(Crimée\) \(déc.\) \[GC\], 20958/14, 16.12.2020](#) Décision | Résumé juridique

Juridiction de la Russie concernant l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud pendant la phase active des hostilités et après leur cessation

[Géorgie c. Russie \(II\) \[GC\], 38263/08, 21.1.2021](#).....Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 34

Victime

Réparation d'un montant suffisant couvrant l'intégralité de la période de l'internement des requérants dans l'annexe psychiatrique d'une prison : *perte de la qualité de victime ; irrecevable*

[Venken et autres c. Belgique, 46130/14 et al, 6.4.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Interdiction générale de toute diffusion d'informations sur une enquête parlementaire : *qualité de victime reconnue à une journaliste et non aux universitaires, utilisateurs des médias sociaux*

[Akdeniz et autres c. Turquie, 41139/15 et 41146/15, 4.5.2021](#).....Arrêt | Résumé juridique

Qualité de victime reconnue au regard du grief tiré de l'ineffectivité de l'enquête sur un infanticide, en dépit de l'obtention d'une somme ayant réglé à l'amiable la procédure civile

[Penati c. Italie, 44166/15, 11.5.2021](#)Arrêt | Résumé juridique

Requête dénonçant *in abstracto* le système de passe sanitaire et d'autres mesures de la gestion de la crise due à la covid-19, sans préciser leur effet sur la situation personnelle : *irrecevable*

[Zambrano c. France \(déc.\), 41994/21, 21.9.2021](#) Décision | Résumé juridique

Pas de preuve d'un risque réel de devoir prêter un serment religieux faute de perspective réaliste de devenir président ou membre du Conseil d'État : *irrecevable*

Shortall et autres c. Irlande (déc.), 50272/18, 19.10.2021 Décision | Résumé juridique

Entraver l'exercice du droit de recours

Ingérence dans l'exercice par le requérant de son droit au respect de sa correspondance avec la Cour et ineffectivité de l'assistance juridique offerte par le système d'aide juridictionnelle dans le cadre de la procédure devant la Cour : *violation*

Feilazoo c. Malte, 6865/19, 11.3.2021 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 35

Article 35 § 1

Épuisement des voies de recours internes

Non-épuisement par des détenus d'un nouveau recours pour faire valoir leur droit au respect de la vie familiale dans le contexte de leur affectation dans un établissement pénitentiaire éloigné : *irrecevable*

Dadusenko et autres c. Russie(déc.), 36027/19 et al, 7.9.2021 Décision | Résumé juridique

Introduction devant la cour constitutionnelle d'un *Land* plutôt que devant la cour constitutionnelle fédérale d'un recours visant à obtenir qu'une disposition législative fédérale ne soit pas appliquée : *irrecevable*

Köhler c. Allemagne (déc.), 3443/18, 7.9.2021 Décision | Résumé juridique

Griefs prématurés relatifs à l'application rétroactive de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle concernant les voies de recours pour conditions de détention inadéquates : *irrecevable*

Janković c. Croatie (déc.), 23244/16 et al., 21.9.2021 Décision | Résumé juridique

Non-épuisement du recours pour excès de pouvoir pour contester le système de passe sanitaire et d'autres mesures de la gestion de la crise due à la covid-19 : *irrecevable*

Zambrano c. France (déc.), 41994/21, 21.9.2021 Décision | Résumé juridique

Recours interne effectif – Russie

Procédure de cassation en matière pénale nouvellement réformée par l'effet de la loi fédérale n° 15-FZ comme recours effectif à épuiser : *irrecevable*

Anikeyev et Yermakova c. Russie (déc.), 1311/21 et al., 13.4.2021 Décision | Résumé juridique

Non-épuisement par des détenus d'un nouveau recours pour faire valoir leur droit au respect de la vie familiale dans le contexte de leur affectation dans un établissement pénitentiaire éloigné : *irrecevable*

Dadusenko et autres c. Russie(déc.), 36027/19 et al, 7.9.2021 Décision | Résumé juridique

Délai de six mois

Introduction hors délai, six ans après la ratification de la Convention, d'une requête concernant une atteinte au respect du domicile/des biens : *irrecevable*

Samadov c. Arménie (déc.), 36606/08, 26.1.2021 Décision | Résumé juridique

Prise en compte de l'entière période de la non-exécution de la peine infligée à l'auteur d'une agression sexuelle due aux manquements des autorités pour l'application du délai de six mois : *exception préliminaire rejetée*

E.G. c. République de Moldova, 37882/13, 13.4.2021.....Arrêt | Résumé juridique

Article 35 § 3 a)

Requête abusive

Appel à « paralyser » la Cour en multipliant des saisines à l'aide d'un formulaire généré automatiquement sur le site Internet du requérant et copiant sa requête : *irrecevable*

Zambrano c. France (déc.), 41994/21, 21.9.2021 Décision | Résumé juridique

ARTICLE 37

Radiation du rôle

Déclaration unilatérale du Gouvernement ne compromettant pas la recevabilité des demandes en réouverture de la procédure pénale

Liesmons et autres c. Belgique (déc.), 14412/12 et al., 23.3.2021..... Décision | Résumé juridique

Question soumise à la Cour résolue par des mesures de redressement adéquates consistant en la suppression par les juridictions internes du menottage systématique : *radiation du grief de violation de l'article 3*

Danilevich c. Russie, 31469/08, 19.10.2021 Arrêt | Résumé juridique

Réinscription au rôle

Rejet par la Cour de cassation de la demande en réouverture de la procédure rendant vain les engagements du Gouvernement contenus dans sa déclaration unilatérale : *réinscription au rôle*

Willems et Gorjon c. Belgique, 74209/16 et al., 21.9.2021 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 46

Arrêt pilote – Mesures générales

État défendeur tenu de prendre des mesures exhaustives en vue de remédier à une absence structurelle et discriminatoire de protection des femmes contre les violences domestiques

Tunikova et autres c. Russie, 55974/16 et al., 14.12.2021 Arrêt | Résumé juridique

Exécution de l'arrêt – Mesures générales

État défendeur tenu de mettre en place une nouvelle réforme du cadre réglementaire régissant les mesures opérationnelles d'investigation

Kuzmina et autres c. Russie, 66152/14 et al., 20.4.2021 Arrêt | Résumé juridique

État défendeur tenu de s'assurer de la continuité des réformes visant à réduire la taille de la population carcérale et à la maintenir à des niveaux gérables

Polgar c. Roumanie, 39412/19, 20.7.2021 Arrêt | Résumé juridique

État défendeur tenu de continuer de prendre des mesures visant à remédier au problème structurel de la durée excessive des détentions provisoires et des assignations à résidence

Kovrov et autres c. Russie, 42296/09, 16.11.2021 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Respect des biens

Disponibilité des voies de recours adéquates pour faire face à la modification du taux de change entre l'euro et la devise du prêt, lors d'une période de crise financière : *irrecevable*

Antonopoulou c. Grèce (déc.), 46505/19, 11.2.2021 Décision | Résumé juridique

Appréciation individuelle et motivée requise pour contrebalancer les lacunes de la législation sur la confiscation des produits du crime : *violation ; non-violation*

Todorov et autres c. Bulgarie, 50705/11 et al., 13.7.2021 Arrêt | Résumé juridique

Impossibilité pour les requérants, faute pour la Cour suprême d'avoir suivi une jurisprudence claire élaborée par elle, d'obtenir une indemnité complémentaire d'expropriation prévue par la loi : *violation*

Aliyeva et autres c. Azerbaïdjan, 66249/16 et al., 21.9.2021 Arrêt | Résumé juridique

Condamnation d'un demandeur au civil à payer au titre des frais et dépens un montant deux fois supérieur à l'indemnité qui lui avait été allouée : *violation*

Čolić c. Croatie, 49083/18, 18.11.2021 Arrêt | Résumé juridique

Suspension prolongée d'une procédure, dans le contexte d'une succession d'États, ayant empêché le requérant de recouvrer une somme d'argent temporairement confisquée par l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie : *violation*

Zaklan c. Croatie, 57239/13, 16.12.2021 Arrêt | Résumé juridique

Réglementer l'usage des biens

Absence de possibilités raisonnables de contester des mesures extraordinaires d'annulation d'actions et d'obligations décidées par la banque nationale ou de s'en faire indemniser : *violation*

Pintar et autres c. Slovénie, 49969/14 et al., 14.9.2021 Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives

Disponibilité des voies de recours adéquates pour faire face à la modification du taux de change entre l'euro et la devise du prêt, lors d'une période de crise financière : *irrecevable*

Antonopoulou c. Grèce (déc.), 46505/19, 11.2.2021 Décision | Résumé juridique

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1

Droit à des élections libres

Décision, touchant un groupe de personnes restreint et ayant été soumise à un examen parlementaire et judiciaire approfondi, de radier les personnes privées de la capacité juridique des listes électorales : *non-violation*

Strøbye et Rosenlind c. Danemark, 25802/18 et 27338/18, 2.2.2021 Arrêt | Résumé juridique

Libre expression de l'opinion du peuple

Déchéance judiciaire d'une élue de ses fonctions au sein du conseil provincial doté du pouvoir législatif, en application d'une loi régionale : *irrecevable*

Repetto Visentini c. Italie (déc.), 42081/10, 9.3.2021..... Décision | Résumé juridique

Déchéance du droit de vote justifiée sur la base d'une appréciation approfondie et individualisée par les juridictions nationales à l'égard d'une personne handicapée mentalement : *non-violation*

Caamaño Valle c. Espagne, 43564/17, 11.5.2021..... Arrêt | Résumé juridique

Choix du corps législatif

Déchéance judiciaire d'une élue de ses fonctions au sein du conseil provincial doté du pouvoir législatif, en application d'une loi régionale : *irrecevable*

Repetto Visentini c. Italie (déc.), 42081/10, 9.3.2021..... Décision | Résumé juridique

Vote

Décision, touchant un groupe de personnes restreint et ayant été soumise à un examen parlementaire et judiciaire approfondi, de radier les personnes privées de la capacité juridique des listes électorales : *non-violation*

Strøbye et Rosenlind c. Danemark, 25802/18 et 27338/18, 2.2.2021 Arrêt | Résumé juridique

Déchéance du droit de vote justifiée sur la base d'une appréciation approfondie et individualisée par les juridictions nationales à l'égard d'une personne handicapée mentalement : *non-violation*

Caamaño Valle c. Espagne, 43564/17, 11.5.2021..... Arrêt | Résumé juridique

Restriction injustifiée apportée au droit de vote d'un requérant purgeant une peine d'emprisonnement hors de la circonscription électorale de son domicile : *violation*

Mironescu c. Roumanie, 17504/18, 30.11.2021..... Arrêt | Résumé juridique

Se porter candidat aux élections

Interdiction de se porter candidat aux élections et déchéance de mandat d' élu, en raison des condamnations pénales pour corruption et abus de pouvoir : *irrecevable ; non-violation*

Galan c. Italie (déc.), 63772/16, 18.5.2021..... Décision | Résumé juridique

Miniscalco c. Italie, 55093/13, 17.6.2021 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 4

Article 2 § 1

Droit de circulation

Pratique administrative quant à l'impossibilité pour les ressortissants géorgiens de retourner dans leurs foyers respectifs en Ossétie du Sud et en Abkhazie : *violation*

Géorgie c. Russie (II) [GC], 38263/08, 21.1.2021..... Arrêt | Résumé juridique

Caractère proportionné des mesures de surveillance administrative, imposées pour six ans après l'exécution de la peine et soumises aux contrôles périodiques de leur nécessité : *non-violation*

Timofeyev et Postupkin c. Russie, 45431/14 et 22769/15, 19.1.2021 Arrêt | Résumé juridique

Article 2 § 2

Liberté de quitter un pays

Imposition d'une interdiction de voyager liée à une dette fiscale alléguée, en l'absence de mesures de recouvrement : *violation*

Centre de ressources sur la démocratie et les droits de l'homme et Mustafayev

c. Azerbaïdjan, 74288/14 et 64568/16, 14.10.2021Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 4

Interdiction des expulsions collectives d'étrangers

Le refoulement d'un migrant vers une étroite bande de territoire appartenant à l'État défendeur et longeant une clôture frontalière est constitutif d'une expulsion : *article 4 du Protocole n° 4 applicable*

Renvoi du requérant opéré à la suite d'une entrée irrégulière mais non génératrice de perturbations, sans décision individuelle des autorités et malgré le caractère limité de l'accès aux voies d'entrée légales et l'absence de procédure et de garanties formelles : *violation*

Shahzad c. Hongrie, 12625/17, 8.7.2021Arrêt | Résumé juridique

Expulsion sommaire, par la police croate, de six enfants et de leurs parents en dehors des points de passage officiels des frontières et sans en aviser au préalable les autorités serbes : *violation*

M.H. et autres c. Croatie, 15670/18 et 43115/18, 18.11.2021Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 7

Droit à un double degré de juridiction en matière pénale

Infraction passible d'une amende, ou d'une période d'emprisonnement à défaut de paiement de celle-ci, qualifiée de « mineure » compte tenu des garanties procédurales attachées à l'application de cette dernière sanction : *non-violation*

Kindlhofer c. Autriche, 20962/15, 26.10.2021Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 7

Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois

Surveillance administrative d'une personne condamnée pour éviter sa récidive après l'exécution de la peine, ne revenant pas à la « punir pénalement » une seconde fois : *irrecevable*

Timofeyev et Postupkin c. Russie, 45431/14 et 22769/15, 19.1.2021Arrêt | Résumé juridique

Dualité de procédures et de peines s'inscrivant dans un ensemble cohérent et proportionné visant à réprimer des actes individuels et systématiques de violence domestique : *non-violation*

Galović c. Croatie, 45512/11, 31.8.2021Arrêt | Résumé juridique

Une procédure de révision limitée qui aboutit à une ordonnance d'internement ultérieur n'est pas une réouverture du procès aux fins de l'article 4 § 2 du Protocole n° 7 : *violation*

W.A. c. Suisse, 38958/16, 2.11.2021.....Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 12

Interdiction générale de la discrimination

Refus discriminatoire d'autoriser des personnes déplacées à l'intérieur du pays à voter aux élections locales de leur lieu de résidence effectif : *violation*

Selygenenko et autres c. Ukraine, 24919/16 et 28658/16, 21.10.2021.....Arrêt | Résumé juridique

Mesures positives adéquates permettant aux requérants handicapés d'exercer librement leur droit de vote par bulletin secret lors d'un référendum national : *non-violation*

Toplak et Mrak c. Slovénie, 34591/19 et 42545/19, 26.10.2021.....Arrêt | Résumé juridique

PROTOCOLE N° 16

Avis consultatifs

Question soulevée sous l'angle de l'article 6 ne concernant pas un sujet sur lequel la juridiction demanderesse aurait besoin des conseils de la Cour : *demande rejetée*

Avis consultatif demandé par la Cour suprême de la République slovaque (déc.) [GC], P16-2020-001, 1.3.2021 Décision | Résumé juridique